

Mesdames, Messieurs,

Vous toutes et tous, qui habitez en Wallonie ou y travaillez, qui, à quelque titre que ce soit, êtes des partenaires ou des amis de notre région, ou qui simplement aimez la Wallonie,

Mesdames, messieurs, en vos titres et nombreuses qualités,

Chers amis,

Je vous souhaite la bienvenue et vous remercie d'avoir répondu présent pour cette réception officielle à l'occasion des Fêtes de Wallonie.

Il y a juste 100 ans, en octobre 1912, le premier Congrès wallon se tenait à Charleroi. Il accouchera ensuite d'une Assemblée wallonne plurielle et volontaire qui se réunira jusqu'en 1940 pour étudier et proposer une nouvelle organisation institutionnelle de la Belgique.

Déjà à l'époque, il s'agissait de bâtir un projet d'avenir sur notre territoire, un projet basé sur une identité et une citoyenneté forte et il est intéressant de noter que l'assemblée s'était ouverte à une série de personnalités non politiques, ce qu'on appellerait peut-être aujourd'hui la société civile...

A y bien regarder, les similitudes sont frappantes entre les questions d'alors et celles qui nous sont posées aujourd'hui !

Mais de nombreuses réformes ont transformé notre pays et l'image que chacune de ses entités a construite d'elle-même et des autres...

Le fait régional s'est profondément installé en Belgique et les femmes et les hommes de Wallonie ont ensemble une communauté de destin et doivent construire ensemble, mais pas seuls, j'y reviendrai, une communauté de projet nourrie par dessus tout, par le sens du bien commun et de l'intérêt collectif.

Il n'y a pas d'avenir wallon sans une citoyenneté wallonne forte.

Et, à mes yeux, cette force ne s'oppose à rien, sinon au repli.

Nous n'avons pas besoin de référence à des batailles ou à des faits d'armes mythiques, ni de chansons qui exaltent le sang versé, pas de Wallonie éternelle à inventer ou à opposer à quiconque.

Notre projet n'est ni exclusif ni excluant.

Il est fondé sur une citoyenneté ouverte, une identité qui ne s'oppose à personne mais qui s'affirme autour de ce que nous voulons faire ensemble, femmes et hommes de Wallonie, et avec les autres, femmes et hommes de Bruxelles, nécessairement, de Belgique, d'Europe et du monde.

L'écrivain d'origine libanaise, Amin Maalouf, l'écrit admirablement : l'identité ne se compartimente pas, elle ne se répartit ni par moitié, ni par tiers, ni par plages cloisonnées.

Nous n'avons pas plusieurs identités mais une seule, faite de tous les éléments qui l'ont façonnées selon un dosage particulier qui n'est jamais le même d'une personne à l'autre.

Personne ne devrait jamais nous obliger à choisir des appartenances exclusives, aucun xénophobe, aucun nationaliste.

Les femmes et les hommes de Wallonie n'ont donc pas à choisir entre : Wallonie, Belgique, « Germanophonie », Europe... ou à couper ces racines qui font la diversité des histoires personnelles et familiales, qui nous relie au monde entier.

Nous sommes tous cette diversité, chacun, chacune, tous ensemble.

Nos appartenances se mélangent, se renforcent et s'additionnent.

Nier cela, c'est nous enfermer dans la vision étroite et mortifère des États nations du 19ème siècle.

N'arpentons pas l'avenir à rebours.

Mesdames, Messieurs,

Nul ne sait quel contexte politique et institutionnel, quel emballement ou quel blocage, quel apaisement ou quelle solution, pourraient résulter des élections fédérales et régionales de 2014.

Mais quel que soit l'avenir de la Belgique, la Wallonie a besoin de trouver, en elle-même, et en relation étroite avec Bruxelles, les ressources matérielles et symboliques de son avenir.

La Wallonie se construit une identité et une communauté de projets orientée vers un avenir qui retrouve des couleurs.

Elle a besoin pour avancer de démocratie et de débat.

Cette construction d'un avenir commun ne peut se réduire à des dispositifs administratifs ou à des démarches gestionnaires, ni au seul accroissement du PIB ou à la recherche désespérée d'un triple A, octroyé par quelque agence de notation...

Il s'agit de réinvestir l'intérêt collectif, de réinventer la notion de bien commun, en nous basant sur nos histoires communes et sur des valeurs partagées.

Nous relevons les défis auxquels les femmes et les hommes de Wallonie sont confrontés aujourd'hui, en ce début XXIème siècle.

Et ces défis, nous les connaissons : développement de l'emploi, transition écologique de l'économie, pic du pétrole, changements climatiques et érosion de la biodiversité, cohésion sociale, problèmes de santé et singulièrement de santé mentale, modernisation de la gouvernance...

Pour y répondre, mobilisons les entrepreneurs, les universités et les Hautes écoles, les centres d'études, les mouvements sociaux et culturels, les travailleurs, les citoyens ...

Et cette mobilisation, j'ai la conviction que la Wallonie doit la mener sous le signe de l'ouverture : ouverture du débat, ouverture à la citoyenneté, ouverture des frontières.

La Wallonie a besoin de débat démocratique sur son avenir.

Et le Parlement, le Gouvernement, les partenaires sociaux, des acteurs publics, privés, associatifs... s'y affairant avec des résultats souvent probants mais qui ne doivent pas voiler les énormes défis à relever.

La Wallonie doit, plus qu'en concertation, en partenariat étroit avec Bruxelles, voir plus loin et élargir les réflexions sur son avenir, en particulier aujourd'hui, ouvrir le débat sur la mise en oeuvre des compétences nouvelles bientôt transférées de l'Etat fédéral vers les Communautés et Régions.

Faisons-le vite, pour être prêt en 2014.

Faisons-le bien, en ne les réduisant pas à de froides questions institutionnelles.

Comment allons-nous réorganiser les politiques de santé entre les entités fédérées francophones?

Avec quelles priorités ? Quels moyens ?

Comment allons-nous intégrer les compétences élargies en matière d'emploi et de mise au travail, d'accueil des personnes âgées ou handicapées ?

Comment allons-nous mettre en oeuvre l'autonomie fiscale des Régions?

Comment allons-nous simplifier les structures de notre région et de l'espace francophone pour plus d'efficacité au service des citoyens ?

Nous devons nous saisir de ces interrogations, leur donner du sens, en impliquant des experts, certes, mais surtout les acteurs collectifs et les citoyens de Wallonie.

L'intérêt général wallon qui nous mobilise dépasse clairement les fragmentations géographiques et les multiples clivages traditionnels. Si la Wallonie ne veut pas se contenter d'être une « soustraction de la Belgique », elle doit, elle-même, devenir résolument plus que la somme de ses parties et de ses sous-régions.

Il est désormais possible pour notre Région, d'organiser l'élection de ses députés en partie sur la base d'une circonscription couvrant l'ensemble du territoire régional.

Cette circonscription régionale favoriserait un débat et une représentativité démocratique à l'échelle de la Wallonie.

Et une telle réforme, j'en suis convaincu, serait de nature à renforcer concrètement la vision wallonne, l'identité régionale et l'autorité de nos institutions.

Pas plus tard que cette semaine, le Conseil économique et social de Wallonie, qui réunit l'ensemble des partenaires sociaux, a rappelé sa volonté d'intervenir le plus en

amont possible du processus de discussion concernant les futurs transferts de compétences

Il y a quelques mois, le Parlement recevait les représentants du Réseau « Associations 21 » qui rassemble des organisations paysannes, d'éducation permanente, d'économie sociale, de développement, de lutte contre la pauvreté ou de préservation de l'environnement ... afin de faciliter la concertation et les collaborations en matière de développement durable.

Dans quelques jours, notre Parlement accueillera les citoyens impliqués dans la dynamique de délibération participative du G1000 et dans quelques mois une nouvelle session du Parlement des jeunes pour l'environnement se tiendra en nos murs.

Ce ne sont que quelques exemples mais nous avons besoin de ce type de mobilisation prospective.

Il faut les saluer.

Il faut les écouter.

Les enjeux sont évidemment économiques, mais pas seulement.

Entre 1960 et aujourd'hui, notre productivité a été multipliée par cinq et la durée du travail à sensiblement diminuée.

Pourtant, le chômage est devenu structurellement massif et aujourd'hui 15 % des jeunes de 16 à 25 ans sont confrontés à des problèmes de précarité tels qu'il ne parviennent pas à exercer leurs droits fondamentaux en matière d'éducation, de travail, de vie familiale, de protection sociale ...

Aucune société ne peut se construire un avenir en acceptant un tel niveau d'exclusion et, pire, un accroissement structurel de celle-ci, ni en s'habituant à la souffrance personnelle et sociale d'une partie grandissante de sa population qui ne partage ni la prospérité ni l'espoir de celle-ci.

Participations démocratique, économique et sociale sont intimement liées.

Il n'y aura pas d'avenir pour tous sans un avenir pour chacun : des jeunes et des aînés, de ceux qui ont un emploi stable et de ceux qui n'en ont pas, des plus nantis et de ceux qui luttent quotidiennement contre la précarité, habités par la peur du lendemain, des plus cultivés et de ceux qui chaque jour sont confrontés à la souffrance de ne savoir ni lire ni écrire, des enfants nés ici et des familles venues d'ailleurs...

Leur parole à tous compte.

Je pense profondément que notre démocratie parlementaire doit s'approfondir et se

renforcer en mettant en oeuvre des démarches de participation et d'implication citoyenne originales.

C'est pourquoi, je souhaite que le Parlement wallon innove en assumant son rôle de 1er espace démocratique régional.

Nous prendrons prochainement des initiatives en ce sens en nous inspirant des expériences mises en place par d'autres Parlements dans d'autres pays ou régions .

Une troisième ouverture me semble nécessaire : celle qui traverse les frontières.

La Wallonie est une petite région au centre de l'Europe. Son avenir bat avec celui des régions voisines. Les frontières de notre région, plus que des limites, sont des portes à ouvrir, des outils qui déterminent le périmètre à l'intérieur duquel se déploie notre démocratie.

Mais ces frontières, nous devons apprendre à les dépasser parce que, plus souvent qu'on ne le croit, l'intérêt général commande que l'on mène des politiques en nouant des coopérations plutôt qu'en cédant à la compétition : environnement, gestion de l'eau, formation, emploi, mobilité, santé, sécurité... de nombreux domaines exigent des politiques dépassant les frontières régionales, nationales et communautaires.

Dans le cadre d'un fédéralisme mature, des collaborations approfondies devraient se construire entre les régions de notre pays y compris entre leurs Parlements. Nous y travaillons avec mes collègues Présidents des Assemblées régionales.

Des initiatives existent aussi dans le cadre de programmes transfrontaliers, qui associent la Wallonie à ses régions ou Etats voisins :

Grand Duché de Luxembourg, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Champagnes-Ardennes, Rhénanie Palatinat, ... et d'autres...

Dans ce contexte, comme dans celui, plus large, de la participation des régions à la dynamique de l'Union européenne, la Wallonie doit prendre sa place et être plus que jamais une région ouverte.

Une ouverture qui accueille et part à la rencontre ; une ouverture qui innove et traverse les générations ; une ouverture qui sait que notre recherche d'un avenir meilleur ne s'oppose ni aux futurs d'autres sur la planète ni à celui des générations à venir ; une ouverture enfin qui a conscience que l'intérêt collectif peut se penser sans contradiction de l'échelle individuelle à l'échelle planétaire.

J'aimerais terminer cette intervention en jetant un pont entre la Grèce et nous qui l'accueillons aujourd'hui comme invitée d'honneur. Je me tourne vers vous, monsieur l'Ambassadeur, chers amis grecs, qui nous avez rejoint aujourd'hui, pour vous dire que le repli n'est pas un projet : nous gagnerons ensemble ou nous perdrons séparés.

Le choix est aussi simple que cela.

Et le cœur des Wallons fera celui de l'avenir, de la main tendue et de la fraternité.

Nous gagnerons ensemble ou perdrons séparés.

Ce qui est vrai pour l'Europe vaut pour notre pays et singulièrement pour son espace francophone.

Mesdames, Messieurs,

Nous n'avons aucun chemin à suivre, nous avons à le tracer ensemble.

L'avenir n'est pas devant nous, mais il est en nous !

Il s'invente, il se choisit, il se gagne, il s'écrit.

Et nous sommes les auteurs de cet ouvrage.

Soyons les acteurs, les entrepreneurs du futur que nous désirons pour tous et auquel la Wallonie participe.

Réjouissons nous de l'essentiel et faisons-le ensemble.

C'est un peu cela aussi le sens de la fête.

Joyeuses fêtes de Wallonie à toutes et à tous !